

Paris, le 10 avril 2015

Dossier suivi par : XXXX
Tél. : XXXX
Courriel : recommandations@energie-mediateur.fr

N° de saisine : XXXX
N° de recommandation : 2015-0695

Objet : Recommandation du médiateur sur votre litige

Madame,

Ce litige concerne la facturation de vos consommations d'électricité.

Vous contestez le bien-fondé de la facture du 23 mars 2014 (554,69 euros TTC) au motif que la TVA ainsi que les taxes et contributions qui y figurent auraient déjà été facturées à l'occasion de la facture précédente du 12 janvier 2014. Vous vous interrogez sur le bien-fondé de l'assiette de 474,19 euros retenue pour le calcul de la TVA figurant sur la facture litigieuse dans la mesure où elle excède le montant « total Electricité hors TVA » (465,11 euros) ainsi que sur l'augmentation de la Contribution au Service Public d'Electricité (CSPE) entre les factures de janvier et mars 2014.

Vous souhaitez l'émission d'une facture rectificative annulant cette double facturation.

J'ai analysé votre dossier ainsi que les observations que votre fournisseur et le distributeur A m'ont adressées (jointes en annexe).

J'ai dressé un tableau reprenant le détail des deux factures que vous évoquez dans votre saisine.

Facture	Période	Estimée /réelle	Consommation (en kWh)		Prix HT en euros	CSPE	Assiette de le CSPE (en kWh)
			HP	HC			
12/01/2014	22/11/2013 au 12/01/2014	Estimée	1 372	1 473	230,70	43,21	3 018
23/03/2014	22/11/2013 au 17/01/2014	Réelle	-1 372 1 267	-1 473 1 587	-230,70 220,12	69,13	4 130
	18/01/2014 au 12/03/2014	Réelle	1 930	2 364	346,47		
			4 569	5 054			
			7 148				7 148

A la lecture de ce tableau, je vous confirme que vous n'avez pas fait l'objet d'une double facturation.

En effet, la facture du 12 janvier 2014 fait état :

- d'une consommation estimée à 2 845 kWh (HP et HC cumulées) pour la période du 22 novembre 2013 au 12 janvier 2014, pour un montant de 230,70 euros HT ;
- d'une TVA au taux de 19,6 % jusqu'au 31 décembre 2013 et 20 % à compter du 1^{er} janvier 2014 ;
- de la contribution au service public de l'électricité (CSPE) et de la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE) sur une assiette de 3 018 kWh.

La facture du 23 mars 2014 tient compte :

- du remboursement des consommations estimées pour la période du 22 novembre 2013 au 12 janvier 2014, soit 230,70 euros HT ;
- de vos consommations réelles pour la période du 22 novembre 2013 au 12 mars 2014, soit 4 148 kWh pour un montant de 566,59 euros HT ;
- d'une TVA au taux de 19,6 % jusqu'au 31 décembre 2013 et 20 % à compter du 1^{er} janvier 2014 ;
- de la CSPE et de la TCFE sur une assiette de 4 130 kWh correspondant à la différence entre la consommation réelle (7 148 kWh) et celle estimée (3 018 kWh) pour lesquelles les taxes afférentes avaient déjà été facturées et réglées.

Dans la mesure où les consommations estimées pour la période du 22 novembre 2013 au 12 janvier 2014 ont été correctement déduites, votre demande tendant à l'émission d'une facture rectificative n'est pas justifiée.

Par ailleurs, vous vous interrogez sur le bien-fondé de l'assiette de 474,19 euros retenue pour le calcul de la TVA mentionnée sur la facture du 23 mars 2014 dans la mesure où elle excède le montant total hors taxe de la facture (465,11 euros).

Cette somme de 465,11 euros correspond à la part de la facture assujettie à la TVA, tous taux confondus (taux réduit de 5,5 % et taux normaux de 19,6 et 20 %).

L'assiette de la TVA retenue à 440,37 euros HT est égale à l'addition du montant HT des consommations (333,49 euros), de la CSPE (69,13 euros) et de la TCFE (37,75 euros). Ce montant a ensuite été proratisé afin de tenir compte de l'augmentation du taux de TVA, de 19,6 % (assiette de -33,82 euros) à 20 % applicable à compter du 1^{er} janvier 2014 (assiette de 474,19 euros). La différence entre 474,19 euros et 33,82 euros s'élève à 440,37 euros, ce qui correspond bien au montant HT de votre facture assujetti à la TVA.

Enfin, concernant la CSPE, vous indiquez que le tarif appliqué à la facture de janvier 2014 était de 0,01430 euro HT par kWh. Or, la facture du 23 mars 2014 présente un tarif unitaire plus élevé (0,01670 euro HT/kWh).

Je constate en effet que le montant de la CSPE applicable était fixé au 1er juillet 2012 à 0,0105 euro/kWh HT, puis à 0,0135 euro/kWh HT au 1er janvier 2013 et enfin à 0,0165 euro/kWh HT depuis le 1er janvier 2014.

Interrogé à ce sujet par mes services, le fournisseur Y m'a indiqué qu'il s'agissait uniquement d'une erreur d'affichage. Il m'a transmis un tableau contenant ses calculs ainsi qu'une note explicative, qui fait état d'un calcul pondéré par des coefficients climatiques. Vous les trouverez en annexe 2 et je vous invite à en prendre connaissance. Vous constaterez que le calcul de la CSPE est effectivement exact.

Je considère néanmoins que les modalités de calcul prennent en compte des coefficients climatiques qui ne font l'objet d'aucune information, ce qui rend la facture invérifiable.

Le fournisseur Y propose de vous accorder un dédommagement de 40 euros TTC compte tenu de la réponse tardive apportée à votre réclamation. Il consent également à mettre en place un plan de paiement pour le règlement du solde restant dû, ce qui est satisfaisant.

Compte tenu de ce qui précède, je recommande au fournisseur Y de vous verser un dédommagement de 70 euros incluant les 40 euros accordés.

Par ailleurs, dans un but de prévention des litiges, je recommande au fournisseur Y de mettre à la disposition de ses clients par tous moyens une information précise sur les coefficients climatiques appliqués au calcul des taxes et contributions en cas de changement de taux sur la période de facturation.

Cette recommandation n'est pas contraignante mais elle clôt le traitement amiable de votre litige. Si vous êtes en désaccord avec son contenu ou si le fournisseur Y refuse de la mettre en œuvre, vous pouvez demander à un tribunal compétent de rendre un jugement sur le litige qui vous oppose (voir fiche ci-jointe).

En application des dispositions de l'article 3 du décret n°2007-1504, le fournisseur Y m'informera dans un délai de deux mois des suites données à cette recommandation.

N'hésitez pas à me solliciter au numéro de téléphone ci-dessus ou par courriel pour toute question relative à votre litige ou à la mise en œuvre de sa solution.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Le médiateur national de l'énergie

Jean Gaubert